

Laïcité. Appel du 9 décembre 2019

Texte de la Ligue des droits de l'Homme, de la Ligue de l'enseignement et de la Libre pensée

Notre inquiétude est grande. Depuis maintenant de trop nombreuses années, la laïcité est l'objet de remises en cause qui en faussent le sens et la portée. Ses plus anciens adversaires l'utilisent pour exclure une partie d'entre nous et en font l'étendard de leur haine raciste tandis que certains en contestent les fondements et veulent enfermer chacun dans des identités figées. D'autres enfin, y voient l'occasion de mettre en avant le fantasme d'une société amputée de toute diversité.

Aujourd'hui, ces discours et ces actes émanent d'acteurs politiques, associatifs et religieux, de penseurs célèbres, de femmes et d'hommes de tous horizons. Comme si l'urgence était à la multiplication de ces atteintes intolérables au contrat social ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit : adversaires et faux amis de la laïcité s'acharnent à saper ce que la République a mis plus de deux siècles à construire. Il est urgent d'y mettre un terme.

La laïcité est un principe issu des valeurs fondatrices de notre contrat politique commun.

La liberté, d'abord, car elle garantit à chacun une liberté de conscience absolue, de pratiquer, y compris publiquement, le culte de son choix ou d'en changer, comme le droit de n'en pratiquer aucun et de contester les dogmes et leurs pratiques.

L'égalité, car, en assurant la séparation des cultes et de l'état et la stricte neutralité de celui-ci vis-à-vis de ceux-là, elle implique de respecter les droits et libertés de toutes et tous sans discriminations.

La fraternité, car elle s'ancre dans l'universelle humanité qui précède en chacun de nous la diversité de nos appartenances.

Malgré les obstacles qu'ils ont rencontrés et qu'ils rencontrent encore, ces principes sont inséparables d'une société ouverte à l'Autre et respectueuse des choix de chacune et chacun. Les remettre en cause, au nom du soupçon, de l'amalgame ou de la haine de telle ou telle religion, en désignant celui ou celle qui serait l'ennemi de la République et de nos libertés, ne fera qu'alimenter la division, le ressentiment et la violence.

C'est pourquoi, nous réaffirmons notre attachement à l'esprit et à la lettre de la loi de 1905 et à sa conséquence, la neutralité de l'État et des services publics.

Nous en avons plus que jamais besoin pour affronter, ensemble, les défis posés aujourd'hui par l'urgence sociale, l'urgence environnementale, l'urgence démocratique

C'est pourquoi nous condamnons les actes et les propos qui feraient de la laïcité une arme d'exclusion ou de discriminations ou l'alibi d'une assignation à résidence, comme ceux qui justifieraient la prééminence d'un dogme sur les lois de la République.

C'est enfin pourquoi nous nous engageons à respecter et faire respecter ces principes et que nous appelons les pouvoirs publics à s'engager dans la même voie et à être irréprochables en la matière.

Avec le soutien de :

Syndicats :

Confédération générale du travail (CGT), Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle Force ouvrière (Fnec FP-FO), Fédération syndicale unitaire (FSU), Syndicat des avocats de France (Saf), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union syndicale solidaires

Partis :

Ensemble !, Europe écologie les verts (EELV), Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération.s, La France insoumise et groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, Parti communiste français (PCF), Parti de gauche, Place publique

Associations :

Action droits des musulmans (ADM), Amis du 68 rue de Babylone, APF France handicap, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association France Palestine solidarité (AFPS), Association des Marocains de France (AMF), Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Céméa), Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), Chrétiens pour une Eglise dégagée de l'école confessionnelle (Cedec), La Cimade, Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), Comité Adama Traoré, Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ), Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), Confédération nationale du logement (CNL), Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal), Crap - Cahiers pédagogiques, L'Economie sociale partenaire de l'école de la République (L'Esper), Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), Fédération Léo Lagrange, Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (Fnasat-Gens du voyage), Fédération nationale des Francas, Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fondation Copernic, France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand, Jeunesse étudiante chrétienne (Jec), Jeunesse au plein air (JPA), Mémorial 98, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Nous sommes aussi l'Eglise, Observatoire chrétien de la laïcité, Pas sans nous, Le Planning familial, Solidarité laïque, SOS Racisme, Union rationaliste.